



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 5 JUIN 2023 - N° 1258 - 53^e ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Plastoc

Bombe à retardement, modèle insoutenable, haute ambition : dans ses « consignes » aux représentants des 175 nations réunies au siège de l'UNESCO afin d'élaborer un traité international pour en finir avec la pollution par le plastique, Emmanuel Macron donne à tous l'impression qu'il est le seul à agir pour la planète.

Comme nous ne sommes pas nés de la dernière pluie, nous avons épluché le dossier, et quelques points sont sortis qui méritent d'être soulignés. Tout d'abord, notre président n'a rien à voir avec cette initiative : l'UNESCO est basée chez nous, mais Paris n'a pas plus à interférer dans ses agendas et décisions que Rome avec la FAO et l'alimentation, ou New York sur les délibérations de l'ONU. Cela s'appelle « *se parer des plumes du paon* ».

Ensuite, tout le monde sait que ce sommet se conclura par un échec total puisque des intérêts industriels sont en jeu et que l'écologie ne pèse rien dans ces cas-là, surtout lorsque lesdits intérêts sont soutenus par des pays aussi importants que la Chine ou l'Inde, premiers pollueurs de la planète. Cette conférence est mal partie.

Enfin, il y a quelques semaines, et comme l'expression « *l'écologie, ça commence à bien faire* » a déjà été déposée par Sarkozy, Macron a inventé « *la pause climatique* » pour justifier son absence d'action environnementale et le retard énorme pris par la France dans la lutte contre le réchauffement climatique. Dans tout cela, une seule chose est sûre : l'écologie de Macron, c'est du (plas)toc !



WIKIPEDIA © JULES

Maîtriser la violence politique

Les agressions contre les élus municipaux sont l'un des effets, intolérables, du chaos engendré par la décomposition politique.

Les dénonciations indignées qui font suite aux violences commises tantôt par les ultras de droite tantôt par ceux de gauche, ne changeront rien à la situation.

Les exactions groupusculaires que la « gouvernance » est incapable de prévenir sont le signe d'une crise générale de l'autorité. À cet égard, la responsabilité de la gouvernance macronienne est écrasante.

Au lieu de chercher à maintenir la paix civile en jouant son rôle arbitral, l'Élysée vante la violence « disruptive » de l'économie et impose des réformes de régression par la brutalisation de la procédure parlementaire.

La destruction de notre système de médiations politiques et sociales et l'autodestruction des partis favorisent une violence aveugle. L'article de B. La Richardais en page 2.

Pour Sylviane Agacinski

C'est une philosophe, féministe lucide et patriote exigeante, qui a été élue à l'Académie française.

L'élection de Sylviane Agacinski est une bonne nouvelle pour tous ceux qui se défient des radicalités simplificatrices.

Cette philosophe, qui fut interdite de conférence en raison de sa liberté d'esprit, nous rappelle qu'il est possible d'être féministe militante sans adhérer à la théorie du genre, que l'on peut se situer à gauche sans perdre sa

prudence anthropologique face aux réformes « sociétales » et sa lucidité face à la mode islamogauchiste, que l'on peut être fille d'immigré polonais et vivre dans l'amour de la langue et de la patrie françaises.

Demeurons attentifs à ce que nous dit Sylviane Agacinski. L'article de Gérard Leclerc en page 11.

Dans ce numéro :

Page 4 : L'escalier des mousquetaires menacé.

Page 5 : La justice réparatrice.

Page 7 : La Turquie : le sens de la nation en question.

Page 12 : Les dynamiques de la population mondiale.

Page 14 : Résistance royaliste : Raymond du Jonchay (I).

Page 16 : Editorial : Dialectiques européennes.

Maîtriser la violence politique ?

Les agressions perpétrées contre les élus municipaux, qui ont pris un tour dramatique à Saint-Brévin, relancent le débat sur la violence politique. Comme d'habitude, la gouvernance déplore la brutalisation, balance des promesses qui ne seront pas tenues en oubliant sa propre responsabilité.

Quand la violence politique monte d'un cran, les principales réactions oscillent entre la récupération des demi-habiles et le relativisme des faux sages.

Le jeu qui consiste, à gauche, à dénoncer la violence de l'extrême droite sans voir celle de l'extrême gauche avant que la droite ne se livre à la même gymnastique est trop connu pour qu'on y insiste. La petite musique sur la violence politique qui a toujours existé n'est pas moins exaspérante. Il est vrai que le niveau de la violence politique est beaucoup moins élevé que dans l'entre-deux-guerres ou pendant la guerre d'Algérie, mais le constat fait sur le moment présent ne dit rien sur le potentiel de violence que recèle la société. Or c'est la dynamique en cours qui doit inquiéter.

Il est vrai que la violence ne cesse de circuler dans la société, quels que soient son imaginaire et son mode de gouvernement. Cette violence circule dans divers canaux et se fixe sur différents objets sans qu'on puisse l'éradiquer car toute tentative en ce sens déclenche une violence encore plus grande. Le souci politique premier, qui procède des exigences communes de paix civile et de justice sociale, est de contenir cette violence à la manière dont un système de canalisations régularise un torrent fougueux et le transforme en force utile.

Le gouvernement doit remplir cette fonction apaisante en exerçant la force publique (1) selon la loi votée dans le cadre des institutions légitimes. L'ensemble des institutions, nationales, régionales et locales, participe de ce travail d'apaisement, de même que les partis politiques, syndicats et associations qui composent l'irremplaçable organisation démocratique de la nation. Tous, y compris dans leurs discours offensifs et leurs manifestations de rue, contribuent à la canalisation des pulsions violentes.



Réunion d'un conseil municipal. La véritable élite politique que constituent les 520 000 élus locaux français est de plus en plus exposée à la montée de l'incivisme, au harcèlement procédurier, et trop souvent abandonnée par l'État.

Ce banal rappel permet de pointer l'inquiétante singularité des facteurs qui produisent aujourd'hui de la violence. Nous ne sommes pas confrontés au risque de guerre civile comme dans la France des années trente, mais aux effets chaotiques de la décomposition politique. Celle-ci engendre une crise générale de l'autorité, dans la mesure où la gouvernance ne donne plus à la collectivité nationale son sens, c'est-à-dire sa signification et son orientation.

Il n'y a plus de président de la République, puisque la fonction arbitrale a disparu.

Il n'y a plus de gouvernement mais une gouvernance néolibérale qui pratique la dis-

ruption permanente, agrémentée de slogans vides de sens – « *souveraineté européenne* » par exemple.

La renaissance de la vie parlementaire qui aurait dû résulter des dernières élections législatives est ruinée par la brutalisation de la procédure parlementaire qui empêche que l'Assemblée puisse se prononcer sur un projet de loi récusé par la grande majorité des citoyens.

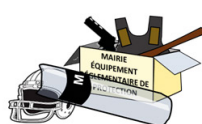
Les partis politiques se délitent sous nos yeux, qu'il s'agisse du parti-entreprise macronien, du non-parti mélenchonien ou de la déliquescence LR. Les fractions oligarchiques provoquent la violence par

leurs « réformes », le parti mélenchonien produit un spectacle violent qui masque plus ou moins ses incohérences et ses rivalités internes. Seul le Rassemblement national ressemble à un parti classique mais il est en train de sortir de l'ambiguïté : la virulence du discours xénophobe du Front national canalisait et neutralisait dans une large mesure les violences effectives alors que la notabilisation du RN laisse libre cours à l'activisme de l'ultra-droite.

Il faut donc se féliciter du renforcement des syndicats – et y militer activement quand on est salarié – que la gouvernance cherche à mater. Il faut aussi souligner le rôle positif et

Sur le mur de Jean Chouan

RIEN D'IMPORTANT À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL D'AUJOURD'HUI, ON NE PREND QUE L'ÉQUIPEMENT MINIMUM. TANT MIEUX !



PARCE QUE JE VOUS AVOUE QUE JE NE M'ATTENDAIS PAS À ÇA QUAND J'AI ÉTÉ ÉLU. BON, ON FAIT AVEC ...



... MAIS ENTRE NOUS, J'AIMERAIS BIEN QUE LA LPM, LA LOI DE PROTECTION DES MAIRES, SOIT VITE VOTÉE !



souvent décisif des élus locaux qui travaillent jour après jour dans des conditions difficiles au renforcement des liens sociaux et qui sont au premier rang en cas de crise – qu'il s'agisse de la récente crise sanitaire, des inondations, des incendies... Or ces élus sont de plus en plus exposés aux harcèlements procéduriers, aux insultes, aux menaces et aux coups. La démission du maire de Saint-Brévin, dont la maison a été incendiée à la suite d'une campagne de l'extrême droite contre l'installation d'un foyer pour migrants, est dramatiquement exemplaire de l'impuissance bavarde d'un ministre de l'Intérieur qui, par ailleurs, apporte de l'eau au moulin de l'ultra-droite en interdisant des réunions qui n'ont pas lieu de l'être.

Alors que l'extrême gauche anarchiste s'emploie depuis 2017 à déconsidérer la lutte syndicale par ses provocations au nom de la « révolution », l'extrême droite prétend défendre l'ordre et « les valeurs » par ses violences contre des autorités locales remarquablement légitimes. Les visages du chaos sont innombrables. ■

B. LA RICHARDAIS.

(1). Il faudrait en finir avec le cliché du pouvoir qui aurait le « monopole de la violence légitime ». On confond la force, légitime, et la violence, toujours illégitime.

Décivilisation ou pas ?

Je suis frappé, ces jours-ci, de l'accélération de la chose : enfants tués par des conducteurs sous emprise de drogue, fou qui poignarde des infirmières, jeunes fonctionnaires de police tués par des chauffards, vieille femme violée, ado victime de harcèlement suicidée, gamine de 15 ans prostituée par des copains, parents qui se suicident avec leurs enfants, etc.

À tout cela s'ajoute l'avancée d'une société d'en haut orwellienne. Drones surveillant l'espace public (avec reconnaissance faciale, s'il vous plaît), probable interdiction de manifester des mois durant autour des sites des JO. Dégradations volontaires des services publics (école, hôpital...). Pauvres au RSA mis aux travaux de force (comprend-on ce que c'est que vivre avec 500 € ? C'est pourtant une expérimentation à la portée de toutes les bourses).

De pauvres hères de mon quartier cherchent leur pitance et l'oubli, titubant dans le froid matin quand, nous, nous sortons de notre couette. Certains invectiveront les terrasses ou effraieront les passants, participant, autant que les consommateurs roulant à toute berzingue (pas besoin d'avoir une voiture pour être dangereux pour les plus faibles), au sentiment de



© FLICKR PHOTO : DÉPARTEMENT DES YVELINES.

ville hostile. D'un chacun pour soi où l'individu est laissé à sa folie, pendant que les parents baissent la tête, en emmenant les enfants à l'école.

L'argent ne protège pas de la misère morale ! Actionnaires de Total, marchant sur de jeunes écolos (« Mais je m'en fous, moi, de votre planète ! »). Acteurs qui font, au Festival de Cannes, la morale sur le réchauffement climatique, puis se vantent de posséder plusieurs avions. Je voyais, hier, des propriétaires qui détruisent un magnifique escalier historique ; ils veulent y mettre un ascenseur, pour trois étages ! C'est quoi,

ça ? La merveille, c'est qu'il y ait encore autant de femmes enceintes dans ce pays.

Quand l'agité de l'Élysée agite le concept de décivilisation, il parle de lui-même : un président qui pousse la société dans la misère et, en attendant la canicule et les incendies, exige « une pause » dans la lutte contre le réchauffement climatique – lutte qu'il n'a d'ailleurs pas entreprise...

Mais que lui répond la gauche ? Comme d'habitude, la forme sert à évacuer le fond. Ce sont les grands cris parce que le mot « décivilisation » viendrait de l'extrême droite, cache-sexe perpétuel pour refuser tous les débats. Quelle meilleure validation, d'ailleurs, pour ladite extrême, que de se battre sur ses mots et non sur la réalité ?

Décivilisation, barbarie ou ce que vous voulez. Ne mettez pas de mot, même : la chose n'en est pas moins là. Et pendant que les adultes ergotent sur la syntaxe, il ne fait pas bon être enfant en ce moment dans ce pays dont ils ont la responsabilité.

Comme disait Rabelais, « Si les signes vous faschent, [combien plus] vous fascheront les choses signifiées ! » ■

DAVID LANGLOIS-MALLET.

La politique au crible

■ **Le débat sur la défense nationale.** – L'examen par articles de la loi de programmation militaire pour 2024-2030 s'est terminé jeudi 1^{er} juin à l'Assemblée nationale. Le vote en première lecture de l'ensemble du texte est prévu le 7 juin, après quoi le projet passera au Sénat. Que retenir de ces 10 jours de discussion qui furent souvent – ce qui est normal au regard du sujet – d'une redoutable technicité ? On commencera par regretter le faible nombre de parlementaires présents dans l'hémicycle : entre 30 et 40 selon les séances, pour discuter d'un texte qui engage pourtant l'avenir du pays sur le long terme. C'est fort peu.

Les discussions ont également révélé le niveau variable d'implication des différents groupes politiques dans les questions de défense. Si le PC, par la voix de

Fabien Roussel, s'est limité à rappler ses positions « folkloriques » contre la dissuasion nucléaire et contre l'extension des crédits militaires, si les écologistes se sont faits les champions d'une défense européenne largement illusoire, les autres groupes de gauche, PS et (plus étonnant) LFI, ont utilement contribué au débat, notamment sur les questions de souveraineté industrielle. À droite, le RN s'est une nouvelle fois « illustré » par des interventions mal préparées, souvent clivantes, qui ont logiquement conduit au rejet de tous ses amendements – alors que l'orateur des Républicains, Jean-Louis Thiriot, qui connaît sa science militaire sur le bout des doigts, a réussi à clarifier le texte sur plusieurs points essentiels, bénéficiant, il est vrai de la bienveillance de la majorité et du gouvernement. On signalera enfin la qualité des prestations du ministre, Sébastien Lecornu, attentif à recueillir toutes

les bonnes idées et animé d'un état d'esprit gaulliste qui tranche avec le reste de la macronie.

Au total, le texte sort de l'Assemblée sans inflexions majeures. Il est clair que Bercy veille dans l'ombre à ce que le volume des effectifs de nos armées et des programmes d'équipement ne soit pas substantiellement modifié. En revanche, on doit se féliciter de l'adoption de quelques pépites, à commencer par l'ouverture de réflexions sur un second porte-avions à propulsion nucléaire qui permettrait à la France de disposer de deux groupes aéronavals à l'horizon de fin de vie du Charles-de-Gaulle. Voilà une orientation que nous appelions de nos vœux et que l'examen du texte au Sénat devrait conforter.

■ **Mayotte.** – La situation reste tendue dans « l'île aux parfums », entre les gangs d'origine comorienne qui sèment la ter-

reur, les forces de l'ordre et une population mahoraise plus qu'inquiète. Point positif, les décisions de justice entravant la démolition des bidonvilles et les expulsions ont été annulées et l'opération Wuambushu vient de reprendre, même si les résultats sont encore très lents.

Le gouvernement des Comores continue à souffler le chaud et le froid, en acceptant un jour de reprendre ses ressortissants et en refusant de les accueillir le lendemain. En outre, les agissements de Moscou contre nos intérêts dans cette zone se poursuivent : après les propos d'émissaires de Poutine appuyant fin avril les revendications comoriennes sur Mayotte, le président des Comores a eu un long échange le 25 mai avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, au cours duquel les oreilles de la France ont dû siffler.

HUBERT DE MARANS.

Paris : décivilisation dans la cour des mousquetaires

Dans cette cour du Bel-Air, les mousquetaires jouaient aux dés, se battaient, fumaient la pipe, contaient fleurette. Là, des propriétaires, nombrilistes et ignares, s'activent à détruire les traces du passé.

C'est l'une des perspectives de rue les plus célèbres de l'histoire de France. Joli coup d'œil que nous offre cette rue du Faubourg-Saint-Antoine avec la poésie spontanée de cette composition de maisons parisiennes de tailles si variées, filant vers la colonne de Juillet. L'œil n'est agressé que par les maquillages fluo du commerce global qui ont remplacé le pastel doux des échoppes d'ébénistes. Comme partout dans Paris, l'escargot n'étant plus, reste la coquille. Plus de mousquetaires, peu d'ébénistes ; le peuple des vainqueurs de la Bastille a vécu. À sa place, un Paris embourgeoisé a conquis la coquille gentrifiée des murs du Faubourg. Mais que dire si la coquille est à son tour rongée par ceux-là qui ont l'honneur de sa garde ?

N'allons pas trop vite. De la rue, vous pouvez voir notre affaire au n° 58. Ces deux petites maisons – qui le devine ? – ont été aux premières loges de la Fronde. C'est ici que Turenne a essuyé la canonnade que la

La cour du Bel-Air à la Bastille. L'escalier des ébénistes est menacé.



© I. ALVAREZ POUR SITES & MONUMENTS

Grande Mademoiselle faisait donner pour protéger ses frondeurs. Si l'on passe le porche, on entre dans la vie quotidienne des mousquetaires. Pour rendre aux bourgeois du faubourg séditieux un chien de sa chienne, Louis XIV imposa à chacun le logement à domicile, vexatoire, expiateur, et le paiement « *des ustensiles et du paquet* » d'un de ses soudards d'élite. Regardez les fenêtres de cette cour : chacune a vu les scènes qui ont inspiré Molière (barbons jaloux, servantes rusées, couvrant les amours dans la maisonnette des avantageux militaires...). Si vous avez la chance avec vous, peut-être vous glisserez-vous dans le grand escalier des mousquetaires noirs, magnifique et

émouvant souvenir du quotidien dans une maison du Grand Siècle.

Les balafres de sa rampe sont-elles dues à une épée, distraitemment maniée pendant une conversation galante ? Si l'esprit divague devant l'objet ancien, c'est que le patrimoine n'est pas, comme on le raconte, un bout de passé confit, un caillou dans la chaussure pour nos géniaux élans contemporains. C'est une bouffée d'émotion, des souvenirs, des rêves, des lectures, un morceau de l'enfance qui nous attend pour inventer l'avenir. Tous les vieux peuples, comme celui des Romains, conservent ainsi un potentiel de renaissances à venir dans l'imaginaire d'un antique trésor.

Votre émotion peut gamberger vers les caves voûtées d'arêtes (1637) que les gourgnafrs du lieu ont commencé à... murer de parpaings. Quant à cet autre escalier à l'élégance pudique, il sera peut-être déjà démoli (1) quand vous lirez ces lignes. Son histoire nous parle des trésors des ébénistes (les premières tables amovibles l'ont descendu en 1855) et nous rappelle – mémoire douloureuse – celle de deux copains : Charles Wizen, 15 ans, et son ami Abraham Grabina, 19 ans, qui ont vécu dans les « *ateliers-habitations* » avant d'être cueillis par la police française dans la rafle dite « *du billet vert* ». C'est cela aussi, la mémoire à Paris.

Alerte, amis mousquetaires ! Les trésors populaires de cinq siècles faubouriens ne sont pas classés ! Ils partent à la benne, par petits ou gros bouts, avec la complicité d'une Hidalgo indifférente, semblable à cette nouvelle bourgeoisie consumériste sans gravité. « *Particuliers, propriétaires* » que Victor Hugo apostrophait : « *misérables hommes et si imbéciles qu'ils ne comprennent pas qu'ils sont des barbares !* » ■

DAVID LANGLOIS-MALLET.

(1). Renversons la situation avec cette pétition <https://urlz.fr/m77y>

Chronique agricole

■ **Cour des comptes : le rapport qui fâche.** – Les magistrats de la Cour des comptes sont de hauts fonctionnaires chargés en priorité d'examiner les dépenses de l'État. Mais la juridiction spécialisée rédige également des rapports prospectifs. Dans un de ces derniers, consacré aux aides publiques aux éleveurs, publié le 22 mai, elle a lancé un pavé dans la mare agricole en recommandant la mise en place d'une « *stratégie de réduction* » du cheptel bovin national pour participer de la lutte contre le réchauffement climatique et en particulier contre l'effet de serre puisque les vaches rejettent en grande quantité du méthane dans l'atmosphère. Cette préconisation est assez semblable à celles des

ONG de défense de l'environnement, dont on connaît le parti pris critique vis-à-vis de l'agriculture productiviste.

Pourtant, rappelle Loïk de Guébriant dans *Le Courrier de la Mayenne* du 31 mai : « *En remontant les boulettes d'herbe de son estomac pour les mastiquer, elle rejette du méthane. La vache rote ! Et alors ? L'herbe qu'elle a mangée a stocké beaucoup de CO2, rendant ainsi un grand service à notre pauvre planète [...] Nos chères vaches entretiennent des surfaces montagneuses impropres à la culture, et il faudrait les éliminer ? [...] Que veulent les "sages" de la cour des comptes et notre ministre de l'Économie ? Une France uniquement couverte de céréales ? Il faudra alors qu'ils nous expliquent comment produire l'engrais organique nécessaire. Là encore*

l'élevage est indispensable, la fumure des animaux fait pousser les végétaux et évite d'appauvrir le sol, tout ne peut pas fonctionner avec des produits chimiques azotés, même pour faire de la viande artificielle ! Les exploitations céréalières et l'élevage sont complémentaires. »

Ce rapport de la Cour des comptes, venant juste après des encouragements de Bruno Le Maire à la « *viande végétale* », a soulevé un concert de protestations parmi les acteurs de la filière. Pour la Coordination rurale, « *les éleveurs sont fatigués d'être le bouc émissaire du réchauffement climatique* ». L'organisation syndicale rappelle que « *49 % des exploitations bovines ont un taux d'endettement élevé* ». On connaît en effet les difficultés rencontrées par l'élevage français en

raison du faible prix d'achat de la viande par les intermédiaires. Surtout que le cheptel français ne progresse pas en nombre, loin de là. Le nombre de bovins est en légère baisse dans notre pays avec environ 17 millions de têtes. C'est-à-dire un peu plus d'un bovin pour 4 habitants. Par comparaison, le Brésil approche des 250 millions de bovins pour une population de 214 millions d'habitants, soit plus d'un animal par habitant !

Une fois de plus, les pays européens sont plus vertueux que nombre de pays en développement. Une fois de plus, certaines autorités publiques semblent ignorer les conditions de la souveraineté alimentaire. Importer des carcasses bovines de l'hémisphère sud nécessite pourtant des moyens de transport polluants...

JÉRÔME BESNARD.

Gagner le combat de la justice restaurative

Depuis l'adoption de la loi du 15 août 2014 sur l'individualisation des peines (loi Taubira), la justice restaurative (JR) constitue un droit pour les personnes victimes et auteurs d'infractions pénales. La sortie récente du beau film de Jeanne Herry nous offre l'occasion d'en reparler.

Répondant à des protocoles déontologiques et méthodologiques précis, la justice restaurative (JR) – appelée réparatrice dans certains pays – offre à toute personne touchée par une infraction la possibilité d'un échange respectueux et sécurisé autour de l'acte subi ou commis et de ses répercussions. Elle est mise en œuvre en complémentarité avec le système de justice pénale et s'exerce sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Pour autant, la participation à ces dispositifs n'a pas d'impact sur les procédures pénales ou indemnitaires ni sur l'exécution de la peine.

Là où la justice pénale s'intéresse au règlement des conséquences de l'infraction en termes de peine pour l'auteur et d'indemnisation pour la victime, la JR offre un espace de dialogue autour des ressentis en lien avec les répercussions de l'infraction. Focalisée sur les attentes des personnes, elle leur permet de se réapproprier leurs histoires et d'en redevenir acteurs, là où bien souvent auteurs et victimes disent subir le système de justice pénale. Ce sentiment se trouve renforcé par le fait que le temps de la Justice, considéré comme trop lent ou trop rapide, n'est pas celui des personnes. Non enserrée dans des délais, la JR permet la prise en compte de la temporalité de chacun ; cette démarche – au cours de laquelle l'auteur doit avoir reconnu les faits – répond aux principes de volontariat et de gratuité. Les dispositifs de la JR doivent être animés par des professionnels spécialement formés (1).

Si plusieurs dispositifs existent, deux sont développés en France depuis 2010 à la maison centrale de Poissy à l'occasion d'une expérimentation, mais plus encore à compter de l'adoption de la loi de 2014 : les rencontres détenus-victimes (RDV) ou condamnés-victimes (RCV). Fruits d'un partenariat entre les associations d'aide aux victimes et les services pénitentiaires d'insertion et de probation, ces rencontres permettent la réunion de 3 ou 4 personnes victimes et 3 ou 4 personnes auteurs qui ne sont pas liées par la même affaire mais qui ont commis et subi des infractions similaires.

Après une préparation individuelle de chacun des participants, les cinq rencontres hebdomadaires sont encadrées par deux animateurs et se déroulent en présence de deux bénévoles membres de la communauté. Par leur présence bienveillante, ces derniers accompagnent et encouragent les participants aux rencontres et participent à la reconstruction du lien social. Des dizaines de RCV/RDV ont été mises en œuvre en France autour d'infractions



Auteurs et victimes expliquent s'être sentis reconnus dans leur humanité.

tions variées, des vols avec violences aux accidents de la circulation en passant par les violences conjugales.

Ces dispositifs de rencontres de groupe ne correspondant pas aux attentes de tous, des médiations restauratives sont également proposées qui visent à créer un espace d'échange entre la personne victime et la personne auteur concernées par les mêmes faits. En fonction des attentes exprimées et des impératifs de sécurité, le rôle du médiateur est de permettre aux personnes de se préparer au dialogue à l'occasion d'autant d'entretiens de préparation

Cinéma

■ **Ode à la résilience.** – Avec une écriture précise et documentée, et une maîtrise parfaite des mouvements de caméra, la réalisatrice Jeanne Herry nous entraîne dans un tourbillon d'émotions sur un dispositif judiciaire peu connu des Français. Dans le huis clos d'un centre pénitentiaire, trois victimes sont confrontées à trois auteurs de délits. Animées par des membres de l'association de justice restaurative et des bénévoles, les réunions permettent le partage des vies brisées afin que chacun puisse se reconstruire. Parallèlement, nous suivons la démarche individuelle d'une jeune femme ayant subi des violences sexuelles intrafamiliales, jusqu'à la confrontation finale.

Servi par des acteurs exceptionnels filmés en gros plan, renforçant ainsi l'intimité des personnages et leur fragilité, le film nous transporte dans des histoires puissantes. Notons les performances de Leïla Bekhti, Adèle Exarchopoulos et Gilles Lellouche, particulièrement vrais dans l'interprétation des blessures. Les regards, les silences, les larmes, les doutes, les colères, tout sonne vrai dans cette fausse fiction.

« La justice restaurative est un combat, qui se gagne avec beaucoup de temps et beaucoup de gens », entend-on dans le film. Espérons que son succès suscitera des vocations chez les étudiants qui se destinent à une carrière de pénaliste.

DIDIER LE ROUÉ

► *Je verrai toujours vos visages*, drame de Jeanne Herry, mars 2023.

individuels que nécessaire. Le processus de médiation n'est pas réductible à une rencontre en face-à-face, qui n'en constitue qu'une des modalités possibles.

Au sortir de ces processus restauratifs, les participants disent, pour la plupart, éprouver un fort sentiment d'apaisement. Apaisement d'avoir pu poser des questions (celle du pourquoi, très souvent), d'avoir pu parfois apporter des réponses, d'avoir dit des choses jamais dites à personne. Par l'instauration de ces échanges, par le pouvoir de la parole et la puissance de l'écoute, auteurs et victimes expliquent s'être sentis reconnus dans leur humanité. Au-delà de l'acte commis ou subi, voir et être vu(e) par l'Autre, écouter et être écouté(e) par l'Autre, parler à l'Autre, la JR retentit comme en écho de la formule de Gaston Bachelard « *le moi s'éveille par la grâce du toi* ».

Si la JR n'est pas susceptible de répondre aux attentes de toutes les personnes auteurs et victimes, elle doit être proposée à tous, conformément aux dispositions légales. Or, force est de constater que ce n'est pas le cas sur l'ensemble du territoire. Au-delà de la persistance de résistances institutionnelles, c'est le manque de moyens qui tend à ralentir le déploiement de ces dispositifs. Dans un budget de la Justice abondant majoritairement le fonctionnement de l'administration pénitentiaire, les fonds dédiés à la justice restaurative au sein du budget annuel de l'aide aux victimes font pâle figure et mettent à mal la pérennisation voire le développement des dispositifs. ■

MARITÉ TRÉLEZ.

(1). Formations notamment mises en œuvre par l'Institut français pour la justice restaurative, IFJR (justicere Restaurative.org) en lien avec la fédération France Victimes).

Thaïlande : un vote de lèse-majesté ?

Le régime militaire issu du coup d'État de 2014 a été désavoué lors des élections législatives du 14 mai dernier. La réforme de la monarchie est un sujet.

L'opposition avait gagné environ un tiers des suffrages aux élections de 2019. Les étudiants avaient occupé la rue en 2020 et 2021. La vague de manifestations avait dû céder devant le Covid. Elle est revenue comme un tsunami. Les deux principales formations d'opposition ont rassemblé les deux tiers des voix contre 12 % pour les partisans du Premier ministre, le général Prayut Chan-o-cha. Au sein de cette opposition, le parti Peup Thai (PTP) du précédent Premier ministre de 2001 à 2006, Thaksin Shinawatra, longtemps favori, a été nettement devancé par un parti qui n'a émergé qu'en 2018, Parti du nouvel avenir, arrivé troisième en 2019, interdit puis recréé sous l'appellation « *Allez de l'avant* » (PKK). Celui-ci a doublé ses résultats passant de 18,4 % à 36,2 %, tandis que Peup Thai s'établissait à 27,6 % (+ 5 %).

Peup Thai, après l'exil de son fondateur, avait été dirigé par sa sœur Yingluck, renversée par les militaires en 2014, puis à ces élections par



Pita Limjaroenrat. Le jeune dirigeant est en tête des dernières élections en Thaïlande.

sa fille Paethongtarn, 36 ans. Sa base sociale est rurale, nordiste et conservatrice. « *Allez de l'avant* » est un phénomène urbain et contestataire. Son chef charismatique, Pita Limjaroenrat, 42 ans, diplômé de Harvard, représente les aspirations de la jeunesse et de la rue. Le parti a gagné 30 des 32 circonscriptions de la capitale Bangkok.

Le programme est ambitieux : réforme de la monarchie contre la dérive absolutiste du roi Rama X, couronné en 2016 (séparation des budgets de l'État et du Palais, abolition du crime de lèse-majesté),

abolition de la conscription et réduction des armées, refonte du système éducatif, abolition des monopoles sur l'alcool, le sucre, les télécommunications – qui va à l'encontre des intérêts de la famille Shinawatra en même temps que des privilèges de la monarchie et de l'armée –, ingérence plus marquée dans la question du Myanmar avec des couloirs humanitaires.

Les résultats ne seront proclamés que le 13 juillet. On saura alors si le général Prayut sera en position de se maintenir, au moins jusqu'en 2025, terme légal de son mandat. Une partie de sa majorité était tentée par un

rapprochement avec Peup Thai. Ce parti pourrait également se désolidariser du PKK, d'abord parce qu'il a sans doute mal vécu d'être dépassé, aussi parce qu'il pourrait être sensible à une offre de retour d'exil pour Thaksin Shinawatra et la garantie de ses intérêts. Pour parvenir au pouvoir, l'opposition devrait rassembler 376 sièges, car la Constitution ajoute aux 500 sièges de l'Assemblée les 250 du Sénat désignés indirectement par l'armée (similaire au système du Myanmar avant le coup d'État). Les deux partis de l'opposition devraient recevoir l'appui d'un tiers parti qui a 70 sièges et a pour chef l'ex-ministre de la Santé pendant le Covid lorsque le roi et l'armée s'étaient partagé les bénéfices avec le soutien de la Chine. ■

MARIE-JO YORK.

Les Faits marquants

■ **États-Unis.** – Le Congrès a adopté, grâce au vote *in extremis* des sénateurs le 1^{er} juin, un projet de loi permettant de relever le plafond de la dette. Par cette mesure, le Trésor public pourra continuer d'emprunter et les États-Unis d'honorer leurs paiements jusqu'en 2025 en évitant ainsi de faire défaut. Joe Biden, qui est parvenu en l'espèce à s'assurer du soutien partiel du camp républicain, doit encore promulguer le texte.

■ **Inde.** – Près de 300 personnes ont été tuées et un millier d'autres blessées dans un gigantesque accident ferroviaire, le plus grave depuis un quart de siècle, survenu le 2 juin dans l'État de l'Odisha (à l'est du pays).

■ **Kosovo.** – Tension dans le nord du pays où la communauté serbe, localement majoritaire, continue de se mobiliser dans la rue pour protester contre l'intronisation par le gouvernement de quatre maires albanais à l'issue d'un scrutin largement boycotté par la population des villes concernées (participation inférieure à 4 %). L'OTAN a déployé sur place des forces supplémentaires de la KFOR.

■ **Espagne.** – Le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez, battu aux dernières élections municipales et régionales, a dissous les Cortès et convoqué des élections législatives anticipées au 23 juillet.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Weltanschauung.** – Henry Kissinger a soufflé ses cent bougies le 27 mai. Bien qu'il se soit mis à son compte le y'a quarante ans comme consultant, il continue de défrayer la chronique sur son bilan mais aussi de multiplier les interventions d'actualité et pour l'avenir.

Il a eu droit à plusieurs vies : comme juif allemand de Nuremberg (Fürth) fuyant le nazisme ; comme militant du « monde libre » sous la guerre froide ; comme théoricien de l'école réaliste des relations internationales. Avant de l'entendre tenter de prévoir l'évolution de ces dernières dans les cinq à dix ans à venir – « *Je ne serai plus là pour le voir* », dit-il –, plusieurs quotidiens reviennent sur les années de guerre froide pour mettre en avant la brutalité des interventions américaines en Amérique latine, en

Afrique et en Asie, alors même que le président Nixon, conseillé par Kissinger, tentait de bâtir une relation stable sinon équilibrée avec Moscou quitte à mettre la Chine de son côté. Au Chili, en Angola et en Afrique du Sud, au Vietnam et au Cambodge, et même à Chypre, Kissinger est parfois accusé d'être un « criminel de guerre ». Bien que ces affaires remontent à près de cinquante ans, elles sont revenues à la surface à la faveur de la guerre en Ukraine où l'on a rappelé qu'à l'inverse Moscou soutenait les mouvements de libération. Le quotidien libéral britannique *The Guardian* se concentre sur cette époque critique de l'histoire africaine.

Les médias américains sont plus intéressés par les conseils de Kissinger adressés aux dirigeants américains et chinois. Sur la chaîne CNN, un commentateur note combien une vision d'ensemble du monde (*Weltanschauung*) telle

que pratiquée par Kissinger est un exercice devenu rarissime, que personne n'a plus cette capacité de tout appréhender, de tout calculer, de se projeter, et qu'en ce sens ce qu'il appelle l'art de la diplomatie est en voie de disparition. Il est le dernier à l'avoir incarné.

On n'a jamais autant lu et entendu Kissinger. Il est une grande voix qui parle dans un désert de plus en plus absolu. Il a donné huit heures d'interview rien qu'à l'hebdomadaire britannique *The Economist* où il appelle les deux Grands au pragmatisme. Comme à l'autre hebdomadaire britannique *The Spectator* en décembre, il dresse un parallèle avec *Les Somnambules* de Christopher Clark sur les prémisses de la Première Guerre mondiale : chaque camp n'a plus beaucoup de marge de manœuvre pour des concessions. Mais qui se soucie des centaines et des cimetières ?

Y. L. M.

52/48 : la bipolarisation est le fait de l'exercice démocratique plus que de la société turque. Si le corps politique turc est divisé, ce n'est pas selon les lignes que l'on supposait, mais sur le sens à donner à la nation.

La Turquie en question

PAR YVES LA MARCK

Reconduit jusqu'en 2028, Recep Tayyip Erdoğan présidera bien, comme il s'y prépare depuis un quart de siècle, au centenaire de la République turque le 29 octobre prochain. Ce n'est pas pour revenir au califat ou à l'empire ottoman, mais pour inaugurer une seconde ère républicaine ou une seconde République.

La division manifestée dans les urnes le 14 et le 28 mai n'est pas celle entre une droite et une gauche. Cette dernière, déjà éliminée par les régimes militaires successifs au siècle dernier, est désormais associée au « séparatisme » kurde. Le parti réputé pro-kurde ne présentait pas de candidat à la présidentielle et concourait pour les législatives sous l'emblème d'une « gauche verte ». L'opposition n'était pas même entre une Turquie d'Europe et une Turquie d'Asie : le Bosphore étant regardé par les Turcs comme un pont et non une frontière entre deux continents, les deux coalitions y ont fait jeu égal. Elle n'était pas entre des Turcs islamistes et des Turcs laïques, les plus nationalistes n'étant pas les moins laïques. Ni entre des Turcs côtiers, ceux que fréquentent les touristes, et les Turcs d'Anatolie où les étrangers sont rares.

Contrairement aux attentes des observateurs occidentaux, ni les difficultés économiques, ni la gestion défectueuse des séismes, ni les atteintes aux libertés n'ont vraiment pesé sur le scrutin qui a vu un faible déplacement de voix (à peine 3 %). Deux facteurs de nature plus structurelle ont joué : l'identité et la sécurité. Ils ne divisent pas en soi, mais les intéressés divergent sur le sens à leur donner et la stratégie à suivre.

La geste de Mustafa Kemal. – Comme la longue marche de Mao, elle a consisté à fuir Constantinople pour reconquérir le pays depuis Trébizonde (Trabzon) et Erzurum (Erzurum) avant de revenir proclamer la République à Ankara (Ancre), alors quasiment au milieu de nulle part, au centre du plateau anatolien. Les trois candidats au premier tour de l'élection présidentielle se targuaient tous d'origines excentrées : laze pour Erdoğan, dont la famille serait venue de Géorgie à Rize, à l'est de Trabzon ; zaza pour Kılıçdaroglu, famille alévi de la région de Dersim (Tunceli), durement réprimée par Kemal ; azérie pour Sinan Oğan, député de la province d'Iğdır, à la frontière arménienne, farouchement anti-arménien et antikurde. La Corne d'Or fait illusion. La Turquie réelle, y compris à Istanbul, vient des confins orientaux, aux origines de l'époque



Recep Tayyip Erdoğan. Sa réélection conforte une politique étrangère turque entreprenante, voire agressive.

byzantine jusqu'à la République kémaliste issue des énormes transferts de population consécutifs aux traités qui ont mis fin à la Première Guerre mondiale. La question des migrants réveille ces souvenirs traumatisants des années 1920-2030 : le « retour » des « Turcs » (ni un retour ni turc) depuis les Balkans mais aussi du Kurdistan et du Caucase, le repli de la nation turque sur un territoire contesté et durement repris sur les armées alliées, une Turquie recroquevillée sur elle-même, défensive, arc-boutée contre l'étranger. La neutralité durant la Seconde Guerre mondiale puis l'adhésion rapide à l'Otan s'inscrivaient dans la ligne de cette expérience malheureuse.

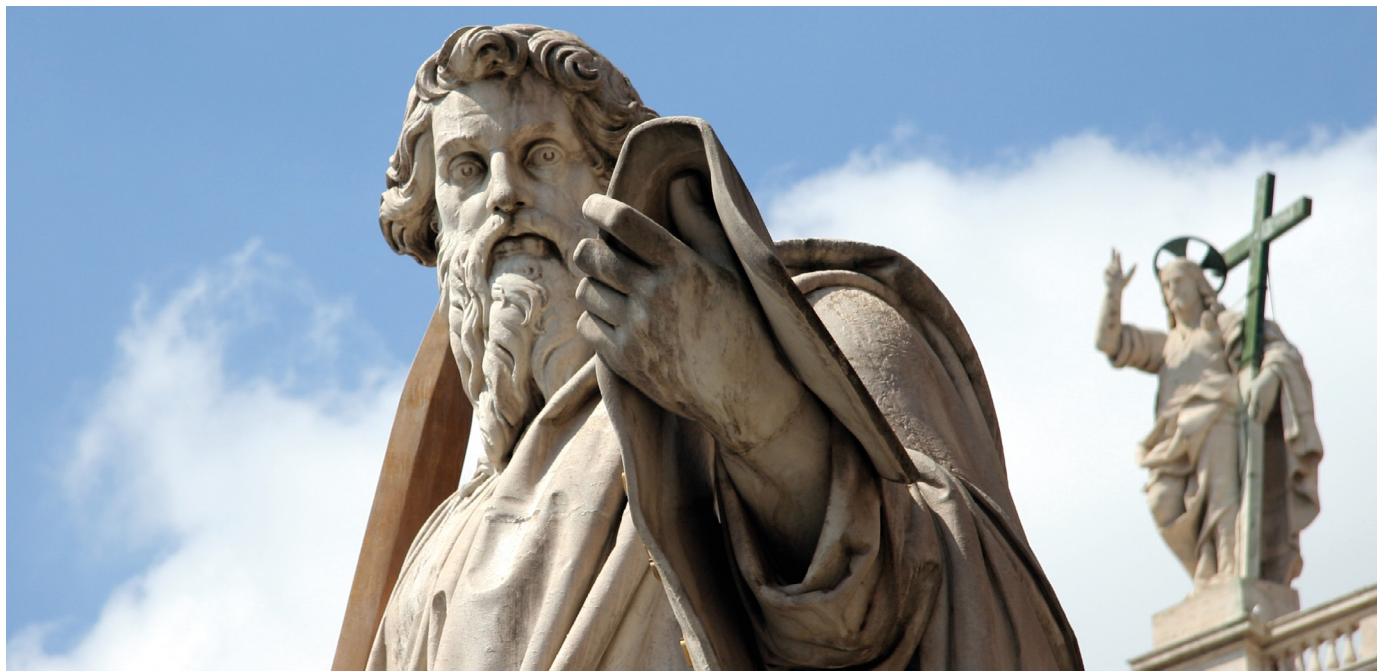
La guerre en Ukraine a introduit une nouvelle perspective qui rebat les cartes.

La politique extérieure active, entreprenante, voire agressive, d'Erdoğan a constitué une rupture. L'instrumentalisation par l'opposition des quelque 3,4 millions de réfugiés syriens est une critique implicite de celle-ci. Dit sommairement, la politique proposée par Kemal Kılıçdaroglu consistait à revenir aux fondamentaux intérieurs en refermant les uns après les autres les dossiers contentieux, à commencer par ceux de l'immigration, en s'entendant avec Bachar el-Assad, d'un côté, avec l'Otan et l'Union européenne, de l'autre, redevenant un simple pivot (1), un État-tampon, qui convient à tout le monde, renonçant aux premiers rôles qu'affectionnait le Reis. La neutralité « passive » demeure le fonds de commerce du parti kémaliste.

Nationalisme turc. – Les ultra- ou les hypernationalistes se sont retrouvés dans chacune des trois coalitions en présence, nationale, populaire et ancestrale, rassemblant au total plus de 22 % des suffrages (législatives). Les trois émanaient du seul parti nationaliste affiché depuis les années trente, revitalisé dans les années soixante : les fameux Loups gris, fidèles aux idéaux pantouraniens d'Enver Pacha, mort en 1922 en tentant de créer le Touran au Turkestan. Erdoğan avait voulu dépasser cet eurasianisme par une forme de panislamisme, intervenant partout dans l'*oumma*, mais plutôt au sud, Moyen-Orient, Afrique, Pakistan et jusqu'en Indonésie. La référence néo-ottomane, théorisée par un ministre du parti d'Erdoğan qui a d'ailleurs rejoint l'opposition, était une formule habile pour recouvrir les différends et brouiller les pistes, mais sans contenu. En revanche, la guerre en Ukraine a introduit une nouvelle perspective qui rebat les cartes. Elle a recentré les attentions dans une direction peut-être trop négligée dans le passé, vers la mer Noire face à la Russie, entraînant la Turquie, sans qu'elle l'ait vraiment souhaité, dans un nouveau grand jeu européen.

Kılıçdaroglu n'avait rien à opposer de concret à Erdoğan sur sa conduite de la politique extérieure depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Sa victoire, unanimement souhaitée par la presse occidentale, française autant qu'allemande, britannique ou scandinave, aurait certes supprimé le trublion turc au sein de l'Alliance atlantique, mais après les résultats, certains responsables se demandent si finalement ils ne l'ont pas échappé belle. Manipuler la Turquie sans pouvoir compter sur la hiérarchie militaire turque atlantiste, décapitée par Erdoğan après la tentative de coup d'État du 14 juillet 2016, n'aurait pas été une mince affaire, avec un pouvoir qui n'aurait dû sa majorité qu'à la minorité kurde radicale (14 provinces sur 81, au sud-est), en butte à toutes les déstabilisations de la part de l'extrême droite : rien d'évident. Il n'est pas question que la Turquie redevenue un maillon faible dans le dispositif Otan. Mieux vaut encore le diable que l'on connaît. D'autant que les débats ne sont pas clos au sein de l'Alliance. Membres de l'Otan et de l'UE n'ont pas tardé à féliciter Erdoğan. Scholz l'a invité. ■

(1). Jean-Sylvester Mongrenier, *Le Monde vu d'Istanbul. Géopolitique de la Turquie et du monde arabe*, PUF, 2023 : « du pivot géopolitique turc à l'acteur géostratégique 'Turquie' ».



"WIKIMEDIA COMMONS PHOTO: ANG MO KIO"

Statue de saint Paul à Saint-Pierre de Rome. L'apôtre, dans ses épîtres, incitait les chrétiens à participer à la vie politique.

Les chrétiens au défi de l'Histoire

Par Bertrand Renouvin.

Quel peut être le mode de présence des chrétiens dans une société sécularisée et violemment instable ? Bernard Bourdin dessine une nouvelle perspective pour le christianisme, que les autres croyants et les incroyants, confrontés aux mêmes défis, ne sauraient ignorer.

Le christianisme appartient à l'histoire mais il ne fait plus l'histoire. Le mouvement de sécularisation est achevé et si les chrétiens continuent de se manifester de diverses manières, « *le christianisme est désormais hors culture contemporaine* ». Le fait que souligne Bernard Bourdin ébranle nos représentations collectives, qu'elles soient ou non inspirées par le catholicisme. Les lecteurs de Marcel Gauchet ne sauraient s'en étonner puisque *Le Désenchantement du monde* analysait, voici plus de trente ans, le christianisme comme « *la religion de la sortie de la religion* ».

On pourrait s'en tenir là et se satisfaire d'une laïcité conçue comme neutralité d'indifférence, renvoyant l'affirmation religieuse aux expressions privées de la foi et laissant les identités religieuses s'exprimer dans les limites de l'ordre public. C'est là un point de vue qui peut être discuté. La laïcité implique la neutralité de l'État quant aux professions de foi religieuse et aux engagements confessionnels, dans le respect du principe d'égalité. Mais il ne peut y avoir de neutralité philosophique de l'État ni d'indifférence quant aux religions puisque notre histoire n'est pas compréhensible sans la connaissance des facteurs religieux qui ont longtemps façonné notre pays. Faut-il aller

jusqu'à évoquer avec Bernard Bourdin un « *pacte théologico-civilique* » qui s'ajouterait au pacte républicain ? Cela dépend du sens de la démarche théologique et de la conception que se font les croyants de leur engagement dans la cité.

Dans un précédent ouvrage (1), Bernard Bourdin avait distingué le chrétien-citoyen du citoyen-chrétien. Le premier s'engage en politique selon sa foi en invoquant la doctrine de son Église, mais le chemin qu'il suit l'expose nécessairement à la discordance et à l'incivisme. Discordance parce qu'il n'y a rien de commun entre les trois principales tendances du militantisme chrétien : nationalisme identitaire, centrisme européiste et social-humanitarisme. Incivisme, en raison d'engagements qui sont pensés et vécus à l'écart de la nation historique et de l'État républicain. Le civisme républicain n'a pas de sens ni d'existence hors de la temporalité historique et du territoire national ; il n'y a pas de civisme chrétien sans cette relation au temps et à l'espace.

Tel que l'envisage Bernard Bourdin, le citoyen-chrétien ne se définit pas seulement par sa reconnaissance de la réalité historique nationale : il est porteur de sens, capable d'expliquer la genèse, le développement et la crise de la démocratie libérale. Sans oublier que la théologie

médiévale n'offrait pas la stabilité que certains lui prêtent aujourd'hui, il faut souligner le caractère crucial des guerres civiles de Religion : elles ont brisé l'unité religieuse qui garantissait l'unité politique, et le statut de la vérité en a été bouleversé. Tandis que s'élabore avec Jean Bodin la doctrine de la souveraineté de l'État s'élevant au-dessus des passions religieuses, Spinoza libère la raison politique de la tutelle religieuse et affirme la liberté de penser et de croire au sein de la République – dès lors que chacun respecte le pacte commun qui repose sur les principes de justice et de charité prescrits par le judaïsme et le christianisme. Nous sommes les héritiers de cette double libération qui pose aujourd'hui de redoutables problèmes.

Certes, les médiations proposées par les philosophies politiques modernes ont échoué, mais la démocratie libérale s'est instituée et avec elle une nouvelle dialectique de l'unité et de la pluralité. Celle-ci semblait avoir définitivement triomphé après l'effondrement des religions totalitaires, mais la logique de l'autonomie a fini par provoquer un renversement de perspective. L'unité de la collectivité politique est aujourd'hui perdue de vue par des individus qui revendiquent leur propre droit, conçu comme une créance

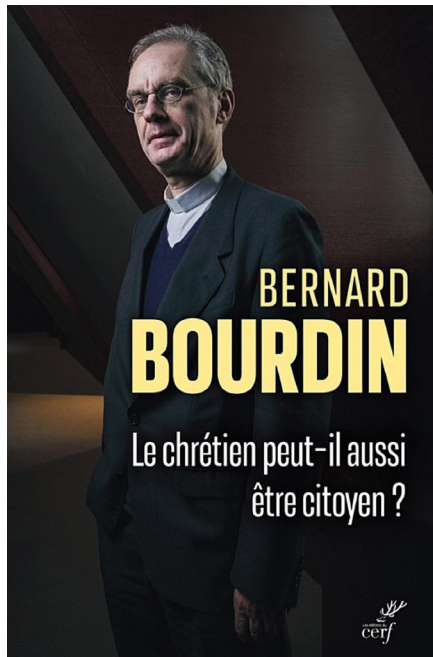
sur la société, et qui tendent à affirmer de manière exclusive leur identité.

La néo-modernité se caractérise par cette disparition du monde commun dans le tourbillon sans fin des identités et des différences. Certes, la morale humanitaire dénonce le discours identitaire, mais l'universalisme est récusé par les deux acteurs du conflit. À l'identité murée dans son refus de la dialectique de l'unité nationale et de la diversité au sein de la civilisation commune, correspondent la niaiserie du vivre-ensemble et la célébration de l'Humanité qui nient l'appartenance nationale et la spécificité civilisationnelle – c'est-à-dire les deux voies d'accès à l'universel.

Tardivement ralliée à la démocratie et au « droit-de-l'homme », l'Église catholique est prise dans le jeu pervers de la néo-modernité en raison de ses propres failles. C'est du moins ce qu'affirme roidement Bernard Bourdin. Son Église continue d'invoquer les trois vertus théologiques – la foi qui distingue le peuple de Dieu du peuple civil, l'espérance selon les fins dernières de l'histoire, la charité qui unifie. Mais « *la désarticulation des trois transforme la foi en posture identitaire, l'espérance en insignifiance présentiste, la charité en unification humanitaire* ». Il ne m'appartient pas de mesurer la charge explosive de telles affirmations mais il est permis de souligner leur valeur explicative : l'Église a repris les thèmes du monde moderne en pensant l'appropriation au moment de la bascule dans la postmodernité, qui rend inaudible le message aujourd'hui formulé par ce que Bernard Bourdin nomme un « *post-christianisme* ».

Faut-il désormais faire son deuil de l'Église catholique et du christianisme, en congédiant par la même occasion le judaïsme et l'islam ? On peut bien sûr tenter d'affronter la crise démocratique par un appel aux anciennes et aux nouvelles Lumières, mais la sortie de la religion nous confronte aux identitarismes religieux et à toutes les mésaventures de la conception individualiste de l'autonomie. Bernard Bourdin indique une autre voie, révolutionnaire aux deux sens du terme – retour et changement d'état. Ces deux mouvements peuvent s'effectuer selon lui dans la fidélité à l'Église. Il ne s'agit pas de reconstituer l'Église primitive, mais de reprendre la « *révolution du croire* » à son moment initial : la mort et la résurrection du Messie. Cette croyance, telle que l'exprime la tradition apostolique, ouvre sur une intelligence de l'histoire – celle de la Création, de la Révélation, de la Rédemption – qui a effectivement bouleversé le cours des choses et d'innombrables vies.

On peut ne pas croire à Yahvé ni au Christ ressuscité, mais il n'est pas possible d'ignorer la force instituante du judaïsme et du christianisme dans la civilisation que ces deux religions ont engendrée. Au livre de Samuel, nous lisons que le pouvoir n'a pas de fondement théologique : la



Bernard Bourdin. Dominicain, il est professeur des Universités à l'Institut catholique de Paris, où il enseigne la philosophie politique. Son œuvre porte principalement sur les relations entre la théologie et le politique.

royauté est établie par concession divine, à condition que l'Alliance soit respectée. Cet écart entre la fonction politique et la fonction prophétique empêche le pouvoir de coïncider pleinement avec lui-même – place étant laissée à la transcendance. Le christianisme ne fonde pas non plus de régime politique. Dans son Épître aux Romains, Paul affirme que toute autorité vient de Dieu et enseigne la soumission au pouvoir établi, qui exerce sa contrainte en vue du bien.

Faut-il désormais faire son deuil de l'Église catholique et du christianisme, en congédiant par la même occasion le judaïsme et l'islam ?

Dans le judaïsme comme dans le christianisme, l'absence de fondement théologique du pouvoir politique signifie que la légitimité procède d'une simple justification théologique qui permet le libre choix et le libre jeu des médiations – entre les hommes, entre Dieu et les hommes. C'est dans l'oubli de ce premier messianisme chrétien que les théologiens médiévaux ont conçu un fondement théologico-politique qui a conduit à de violents conflits entre les pouvoirs temporels et une autorité spirituelle saisie par la volonté théocratique de toute-puissance. Demeure ensuite une hiérarchie ecclésiastique sous la forme d'une monarchie pontificale... Au cours des deux derniers siècles, la publication de théologies politiques a beaucoup occupé les esprits, mais celles-ci ne pouvaient pas intégrer la démocratie libérale et comprendre le mode de représen-

tation qu'elle impliquait – ce qui excluait d'emblée le citoyen chrétien.

Certes, le concile Vatican II a marqué le ralliement de l'Église à la démocratie, mais Bernard Bourdin propose d'aller beaucoup plus loin pour échapper au vertige individualiste qui emporte la société postmoderne. Sa réflexion importe aux catholiques comme aux non-catholiques puisque nous sommes tous confrontés à la même crise démocratique – celle de l'individu qui rêve de l'autonomie parfaite, dans la pleine coïncidence de lui-même à lui-même, au mépris du collectif et de sa représentation.

La reprise du messianisme chrétien par réarticulation de la foi, de l'espérance et de la charité, offre à l'ensemble des citoyens une perspective libératrice, qui paraîtra au premier abord trop abstraite aux yeux de beaucoup, mais qui est déjà familière aux lecteurs de *Royaliste* : à l'illusion destructrice de la pleine coïncidence de soi-même à soi-même et du représentant au représenté, osons affirmer la « *dé-coïncidence* » salutaire ! Cela signifie qu'il faut repenser et réinstaurer le Politique selon les distinctions classiques du pouvoir et de l'autorité, de la légitimité et de la légalité, du citoyen et de la collectivité. Ce sont ces distinctions qui laissent du jeu dans les médiations et qui permettent de reconnaître ou du moins d'accepter que l'ensemble tienne grâce à une transcendance. Cette reconnaissance peut procéder d'un acte de foi. Elle peut aussi résulter de l'acceptation d'un immense héritage historique sans lequel la nation française et la civilisation européenne ne sont pas intelligibles, et qui présente l'immense avantage de donner droit à la liberté.

Les citoyens-chrétiens nous disent que nous avons la liberté de choisir nos institutions politiques, mais ils nous rappellent au principe de l'autorité instituante et à l'exigence de justice assumée par un gouvernement personnifié qui exerce le pouvoir en vue du bien commun.

Après avoir indiqué les conditions de possibilité d'une renaissance démocratique, Bernard Bourdin montre comment la théologie et la philosophie du Politique permettent d'envisager pratiquement les modalités de l'action politique dans la nation, dans l'internationale des nations et selon l'urgence écologique. C'est dire que nous n'avons pas fini de recourir aux ressources qu'il nous offre (2), face à la crise spirituelle du sens et à la crise politique de l'avenir ! ■

► **Bernard Bourdin, *Le chrétien peut-il aussi être citoyen ?*, Le Cerf, 2023.**

(1). Bernard Bourdin, *Catholiques : des citoyens à part entière ?* Le Cerf, 2021. Cf. *Royaliste* n° 1231, 28 mars 2022.

(2). La réflexion sur ce livre se poursuivra sur mon blog.

L'essor d'un réseau social alternatif

Mastodon est un réseau social décentralisé créé en 2016 par l'Allemand Eugène Rochko. Il a pris un essor considérable à l'automne 2022 après le rachat de Twitter par Elon Musk.

Pour des raisons principalement éthiques et politiques, beaucoup d'utilisateurs décident de quitter le « *dead bird* » (oiseau mort) comme ils le nomment désormais. Pourtant, ces mêmes utilisateurs souhaitaient conserver une plateforme de *micro-blogging* (échanges de courts messages) afin d'exprimer leurs pensées en temps réel et d'échanger sur des sujets variés. C'est donc logiquement que l'on assiste à une première vague de migration de Twitter vers Mastodon dès novembre 2022. Puis, à chaque nouvelle annonce majeure (réhabilitation du compte de Trump, abandon des applications tierces, impossibilité d'envoyer un message simultanément à plusieurs forums commentant les décisions d'Elon Musk sur Twitter...), certains twittos en colère débarquent sur Mastodon... avec plus ou moins de succès.

En effet, pour ces nouveaux arrivés, les débuts sont parfois difficiles et les abandons nombreux. Ils doivent se faire



Eugène Rochko

aux habitudes des lieux, et les « *gros comptes* » ne font plus la loi. Ceux qui sont venus chercher du « *like* » et de la visibilité sont vite déçus. En effet, une des particularités de ce réseau est l'absence totale d'algorithmes. Chercher à faire le *buzz* pour toucher un maximum de monde est vain dans cet environnement puisque cela ne mettra pas votre publication en avant.

Le seul moyen pour qu'une publication soit vue par un grand nombre de personnes, c'est qu'elle soit partagée (*repostée* ou *boostée* selon le vocabulaire du réseau). Elle apparaîtra alors dans le fil de davantage de personnes. Car là encore, pas de « *forçage* » :

vous ne voyez dans votre fil que les personnes que vous suivez et ce qu'elles ont partagé. Aucun risque ici de voir une publication d'Eugène (ou d'un compte à plusieurs milliers d'abonnés) si vous ne le suivez pas, à la différence de Twitter où Elon Musk apparaît toujours au bout d'un moment, dans tous les fils, même si on ne le souhaite pas.

Puis il y a cet aspect décentralisé qui perd les utilisateurs les moins attentifs ou ne voulant pas faire l'effort de s'adapter et préférant copier Twitter. Le principe du réseau décentralisé, c'est qu'il n'y a plus UN propriétaire mais une multitude d'instances, plus ou moins grosses et gérées par

des amateurs ou des professionnels. Ces instances sont fédérées, c'est-à-dire qu'elles communiquent entre elles, comme le font par exemple Orange, Gmail ou encore Hotmail pour les courriers électroniques. Vous pouvez envoyer un mail d'Orange vers Hotmail, ou vers Hotmail et Gmail en même temps. De la même manière vous pouvez envoyer un « *pouet* » de @masto.bike vers @piaille.fr et toutes les autres instances fédérées en même temps. Visuellement, pour l'utilisateur cela ne change rien : la *TimeLine*, ou fil de discussion, affiche toutes les publications des instances fédérées, dans l'ordre chronologique de leur mise en ligne. Mais seulement des instances fédérées car les administrateurs ont le pouvoir de bloquer ou de dé-fédérer certaines instances. C'est notamment le cas pour les instances à caractère nazi ou pédophile. La modération est efficace et rapide, la réponse apportée est claire : NON, nous ne voulons pas vous voir sur ce réseau !

Le dernier avantage et non des moindres est l'absence totale de publicité, ce qui différencie Mastodon de Twitter et de tous les autres réseaux centralisés. ■

DAPHNÉ RICHARD.

Dans les revues

■ **Astropolitique.** – Le groupe Areion, qui publie plusieurs titres de référence (*Diplomatie*, *Carto*, *Moyen-Orient*, *Défense et Sécurité internationale*), lance une revue consacrée à la conquête spatiale. Benoist Bihan, qui en assure la rédaction en chef, évoque dans son éditorial les évolutions rapides qui marquent la géopolitique de l'espace, ou « *astropolitique* ».

Les puissances pionnières (États-Unis, Russie, France, Union européenne) voient se développer de nouvelles ambitions spatiales. Celle de la Chine en premier lieu, suivie par des puissances émergentes telles que l'Inde, le Brésil, l'Arabie saoudite. « *S'il en est ainsi*, souligne Benoist Bihan, *c'est que l'espace est devenu vital à tous les secteurs : du maritime à l'agriculture, des biotechnologies à la logistique, tous les domaines usent des capa-*



cités spatiales (au moins s'agissant de télécommunications et de géolocalisation), conduisent des expérimentations en orbite, voire envisagent d'aller chercher dans les astres de nouvelles ressources.

Dans l'entretien accordé à la revue, le général Mille, chef d'état-major de l'armée de l'Air et

de l'Espace, explique que le Commandement de l'espace (CDE) est un organisme à vocation interarmées chargé de la défense de nos intérêts nationaux dans l'espace selon deux objectifs : fournir au gouvernement et aux forces armées les données indispensables à l'anticipation des crises, à la planification et à la conduite des opérations militaires ; défendre notre accès à l'espace, y compris de manière active en cas d'agression.

La revue consacre son dossier à la compétition entre la Chine et les États-Unis dans un domaine spatial où la puissance américaine est écrasante. Pékin se pose en principal rival, qu'il s'agisse de défense, de transport ou d'exploration. Les Chinois veulent s'installer sur la Lune pour y faire de l'exploitation minière et y produire de l'énergie, explorer Mars puis l'ensemble du système solaire. Ils se préparent aussi au combat spatial en cherchant à mettre au point des armes antisatellites.

Cette guerre froide des étoiles concerne d'autres puissances, à commencer par l'Inde : avant que SpaceX ne lance en janvier 2021 143 satellites depuis sa fusée Falcon 9, c'est l'Organisation indienne de recherche spatiale qui détenait le record mondial avec 104 satellites lancés en 2017 depuis la fusée indienne PSLV.

La relation entre Terre et espace fait souvent oublier qu'il s'agit d'un ménage à trois puisque notre planète est à 70,8 % un océan riche en enjeux socio-économiques et politico-stratégiques : connaissance des mers, surveillance des domaines maritimes ou développement des activités économiques. En matière de coopération entre spatial et maritime, la France est bien placée et peut développer rapidement ses activités scientifiques et économiques. ■

S. F.

► *Space international*, n° 1, trimestriel, mars-mai 2023. 9,50 euros.

DR



Par Gérard Leclerc

Sylviane Agacinski à l'Académie

Compter parmi les femmes à l'Académie française doit être un premier sujet de satisfaction pour Sylviane Agacinski. Féministe, elle l'a toujours été, revendiquant pour le deuxième sexe non le statut d'une minorité mais celui d'une moitié d'humanité devant être prise pour telle et accédant à parts égales à toutes les responsabilités. Mais justement, ce combat féministe s'inspire d'une conception de la femme à mille lieues de la théorie du *gender*. Non, on ne devient pas arbitrairement femme, on l'est de naissance, corps et âme. Sylviane Agacinski ne partage pas la phobie de Simone de Beauvoir à l'égard de la féminité biologique décrite sous ses aspects les plus négatifs et les plus repoussants. Et je pense également qu'elle ne partage pas la crainte d'une idéalisation qui piègerait la femme dans les fantasmes masculins pour mieux brider sa liberté. Le partage de l'humanité entre les deux sexes doit conduire non pas à la méfiance vis-à-vis de l'Autre mais à un équilibre sans doute difficile à trouver. Est-il possible, comme elle me l'a écrit un jour, « *de faire droit à la nature sans qu'il soit nécessairement androcentré* » ?

Féminisme à contre-courant. – On saisit comment ce féminisme intervient dans le chamboulement actuel des idées et au milieu des nouvelles radicalisations idéologiques comme une provocation. Notre philosophe n'est nullement disposée à pacifier avec le militantisme agressif qui s'en prend aux hommes et entend les « déconstruire ». Et du côté le plus radical, on lui fait bien savoir combien elle est inopportune et indésirable, jusqu'à l'interdire de parole. Comme c'est arrivé à l'université Montaigne de Bordeaux, dont la direction n'a pas eu le courage de s'opposer à l'intolérance de tout un lobby. Il est vrai que, pour cette mouvance, signifier son opposition à la marchandisation des corps des mères porteuses et à la marchandisation du bébé qu'elles portent, dépasse l'intolérable.

Il faut se faire désormais à l'idée que la gauche classique, attachée à une certaine tradition sociale-démocrate, est dépassée par une extrême gauche qui la refoule à l'état de minorité et exerce à son égard une police de la pensée inaplacable. C'est ce qui vient d'arriver également à François Ruffin, pourtant député de la France insoumise, qui a été rappelé à l'ordre par les siens pour avoir marqué ses réserves sur l'éventualité d'inscrire dans la loi la possibilité de changer de sexe pour les adolescents. L'épouse de Lionel Jospin n'appartient décidément pas à cette radicalité qui n'a cessé de grandir dans la foulée de l'emprise du wokisme et de la *cancel culture*. Mais il y va, de sa part, de toute une culture philosophique qui détermine une visée anthropologique en grand péril. Je n'ai malheureusement pas lu son premier ouvrage qui concernait la pensée de Kierkegaard, mais ce seul nom indique une orientation philosophique et même métaphysique intéressante. Considéré comme à l'origine des courants existentialistes, cet anti-Hegel a ouvert des perspectives qui n'étaient guère partagées par la génération des années soixante, tentée par Sartre ou les désinences du marxisme. Sa tonalité chrétienne n'est sûrement pas indifférente à Sylviane Agacinski, même si elle ne partage pas la foi du Danois. Son intérêt pour la patristique s'est manifesté dans sa recherche approfondie de la « *métaphysique des sexes* » aux

sources du christianisme, même si elle y a discerné une pente misogyne.

C'est sans doute son sens existentiel qui l'a amenée à examiner avec la plus grande attention toutes les questions liées à la bioéthique. Elle y a fait preuve d'un discernement bienvenu et on lui doit de ce fait la meilleure déconstruction de la théorie du *gender* avec, en contrepartie, la sensibilisation à l'épaisseur anthropologique d'un défi contemporain majeur. Dénonçant l'homme désincarné à travers le processus qui mène du corps charnel au corps fabriqué, elle met l'accent là où il convient le mieux, avec les armes de qui combat avec le plus d'énergie ce que Günther Anders appelait *l'obsolescence de l'homme*.

Patriotisme. – Récemment, j'ai rendu compte de son dernier essai intitulé *Face à une guerre sainte*, qui concerne cet autre défi majeur qu'est l'islamisme dans sa définition la plus extrémiste (cf. *Royaliste* n° 1244). Je ne reviendrai donc pas sur le sujet, mais je réaffirmerai mon intérêt particulier pour le dernier chapitre de cet essai où elle affirme la profondeur de son attachement à la France. Anne Fulda, dans le bel article qu'elle a consacré à la nouvelle académicienne dans *Le Figaro*, rappelle comment le père de Sylviane Agacinski, lui-même fils d'un père polonais, s'est imprégné de notre culture : « *Peut-être suis-je particulièrement sensible à ce qui noue ensemble la nationalité à l'histoire en raison de la façon dont mon père a vécu, comme enfant, son entrée à l'école communale et son identification à la France et à son histoire. [...] Là, non seulement il est tombé amoureux de la langue française, comme il nous le confia en souriant à la fin de sa vie, mais encore il a échangé les rois de Pologne contre les rois de France.* »

Dans mon compte rendu, je terminais sur la conviction de notre philosophe d'appartenir à « *une nation incarnation partielle de l'humanité* » et sur son opposition au patriotisme constitutionnel de Jürgen Habermas : « *Qui peut penser raisonnablement que les institutions politiques sont de pures constructions rationnelles faites pour gouverner un peuple indéterminé et interchangeable avec n'importe quel autre ?* » La controverse actuelle sur la possibilité d'une société multiculturelle a rendu la question nationale plus aiguë que jamais : « *La société d'accueil (sous-entendu : aux diverses immigrations) serait le simple réceptacle politique et neutre d'un patchwork de communautés culturelles différentes. Comment l'imaginer ? Faut-il vouloir que des nations anciennes comme l'Allemagne ou la France se vident de tout héritage historique particulier pour ne laisser subsister qu'une coquille politique et institutionnelle, foyer commun d'une société multiculturelle destinée de toute façon à se dépasser finalement vers une constellation post-nationale ? Cette idée est effrayante, car elle revient à demander aux vieilles nations que nous sommes de faire table rase de leur passé, y compris en brûlant leur héritage culturel et civilisationnel.* »

On peut donc être assuré que notre nouvelle académicienne sera l'avocate pénétrée de notre langue et de notre culture, en même temps que d'un patriotisme exigeant. ■

Les dynamiques de la population mondiale

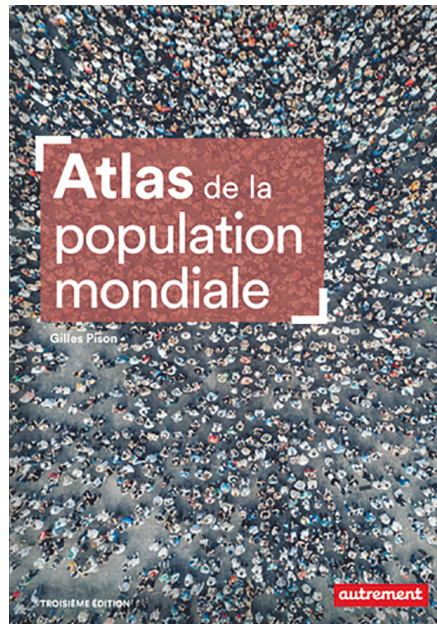
Retraites, immigration, urbanisation, vaccinations, pollution, tous ces dossiers ont un point commun : l'évolution démographique, en France et dans le monde. Connaître la dynamique de ces populations, pour pouvoir analyser ces questions et proposer des solutions, devient indispensable.

Par chance, la troisième édition de l'*Atlas de la population mondiale*, du démographe Gilles Pison que les lecteurs de *Royaliste* connaissent bien, vient nous apporter toutes les lumières dont nous avons besoin. Un livre essentiel, en six grands chapitres (les naissances, la durée de vie, la population et le développement, le vieillissement démographique, les migrations, les régions du monde), où les informations essentielles sont disponibles, enrichies de figures et de tableaux très explicites. Nos politiques n'ont plus d'excuses pour faire n'importe quoi. Que nous dit ce livre ?

Nous avons tout d'abord confirmation de la baisse générale de la fécondité mondiale, et que la population humaine ne dépassera pas 9 à 11 milliards à l'horizon 2050 (nous sommes 8 milliards à l'heure actuelle). Et nous n'y pouvons rien : « *Il est illusoire de penser pouvoir agir sur le nombre des humains à court terme. [...] L'humanité n'échappera pas à un surcroît de 1 à 3 milliards d'habitants d'ici la fin du siècle, en raison de l'inertie démographique* ». Pour la suite, l'auteur pose la question : « *à long terme : l'explosion, l'implosion ou l'équilibre ?* ». Si nous n'en sommes pas encore là, il faut garder en tête un point capital : les politiques de régulation ne peuvent fonctionner si elles sont imposées contre les populations. Il y a une corrélation très nette entre leur niveau de vie et leur fécondité. Vouloir imposer des politiques familiales aboutit généralement à compliquer les choses.

Et pour reprendre notre liste de dossiers, tous trouvent dans le livre de Gilles Pison des éléments qui permettent d'en mesurer les difficultés, d'en suivre les dynamiques et d'envisager des solutions.

Quelques exemples d'idées à réviser. La rapidité du vieillissement des populations est très différente suivant les pays, et la France a vécu de loin le plus lent au monde : il a fallu 125 ans à notre pays pour voir doubler la part des plus de 65 ans dans la population (de 7 à 14 %, doublement atteint dans les années 1990), quand il en faudra moins de trente pour nombre de pays du Sud, qui entament à peine cette évolution. Notre système de retraites a su s'adapter et devrait pouvoir sans problème continuer à subvenir aux besoins des personnes âgées, ce qui ne sera pas le cas de ces pays, qui n'auront probablement pas le temps de basculer



d'une protection par une famille étendue qui tend à disparaître, à une protection par la société, avant que leur situation ne devienne critique.

Un autre cas très curieux est celui des vaccinations. Il y a en effet dans notre pays une tendance étrange, depuis l'épisode Covid-19, à accuser la vaccination de tous les maux. Or, nous montre l'*Atlas*, c'est la vaccination, et elle seule, qui a permis de réduire à rien la mortalité infantile dans le monde, mais aussi – c'est plus inattendu – la malnutrition : « *La prévention des infections grâce aux vaccinations est d'autant plus prioritaire qu'elle contribue également à prévenir la malnutrition* ». Paradoxalement, pouvoir s'offrir le luxe de refuser la vaccination n'est possible que dans un pays où tout le monde est vacciné !

Il faut orienter les dynamiques démographiques, mais sans penser pouvoir les contraindre.

L'urbanisation est une des autres grandes conséquences de l'augmentation de la population mondiale. Et, ici aussi, contrairement aux préjugés, la concentration dans des villes reste favorable à la santé des populations : « *Même dans les bidonvilles, où la vie semble difficile, la mortalité infantile est inférieure à celle des campagnes environnantes* ».

L'immigration est évidemment un dossier complexe, qu'il faut traiter en se méfiant des idées reçues. Nous apprenons par exemple que « *si la population européenne continue à augmenter à la fin des années 2010, c'est exclusivement grâce aux migrations* ». Fermer nos frontières européennes aboutira sans rémission à

l'effondrement de nos populations. Par ailleurs, les migrants les plus nombreux ne sont pas ceux que l'on croit : « *les migrants subsahariens occuperont une place grandissante dans les sociétés du nord tout en restant très minoritaires : environ 4 % de la population en 2050. [...] Lorsqu'ils émigrent, c'est à 70 % dans un autre pays subsaharien* ».

Le lien fantasmé entre surpopulation et famines n'a plus, de nos jours, aucune réalité. La production agricole a pu augmenter en parallèle à celle de la population, et aujourd'hui « *les famines se produisent lorsque l'aide alimentaire est empêchée ou détournée par des gouvernements qui l'utilisent pour contrôler la population* ». L'exemple de l'Inde, qui n'arrivait pas à alimenter ses 400 millions d'habitants en 1950 et qui est exportatrice nette de nos jours avec une population multipliée par 4, montre bien que ce n'est pas la famine qui est le plus à craindre. Mais cette autosuffisance mondiale reste fragile. La surface cultivable de la Terre est limitée, et la Révolution verte, qui a permis de découpler la productivité, arrive au bout de ses possibilités. Ajoutées à une pollution industrielle aggravante, ses méthodes finissent par stériliser les surfaces cultivables. Les cultures destinées aux biocarburants sont alors à proscrire, tout comme la consommation excessive de viande, qui confisque des surfaces agricoles de plus en plus grandes. La politique agricole mondiale est à revoir d'urgence.

On le voit : aucun des grands dossiers en cours de traitement ne peut faire l'économie d'une bonne compréhension des dynamiques démographiques. Il faut en particulier faire attention à ne pas prendre des décisions aggravantes, comme le montrent de nombreux cas analysés par Gilles Pison. Il faut orienter les dynamiques démographiques, mais sans penser pouvoir les contraindre, en gardant en tête les deux exigences majeures : accueillir deux milliards d'habitants supplémentaires et prévoir le vieillissement de la population mondiale. Dans sa conclusion, l'auteur est en effet très clair : « *Les évolutions sont en grande partie tracées. [...] Il est possible d'agir en revanche sur les comportements, et cela sans attendre, afin de les rendre plus respectueux de l'environnement et plus économes en ressources. La vraie question, celle dont dépend la survie de l'espèce humaine à terme, est finalement moins celle du nombre des humains que celle de leur mode de vie.* » ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

► Gilles Pison, *Atlas de la population mondiale*, 3^e édition, Éd. Autrement, 2023.

Stephen King, le Maître tout court

Classé à tort dans la catégorie des auteurs de romans fantastiques ou « d'épouvante », Stephen King écrit avant tout des romans. De plus en plus bons.

Il suffit de lire le tout premier chapitre de *Mr. Mercedes* (Albin Michel, 2015) pour s'en convaincre : Stephen King sait épouvanter ses lecteurs. Difficile, en effet, une fois arrivé aux deux dernières phrases de ce chapitre (« *Il eut le temps d'espérer que le bébé serait encore endormi. Puis il n'y eut plus de temps pour rien.* »), de ne pas se sentir complètement bouleversé... Aussi, pour ceux qui en auraient douté, Stephen King est, et bien, un maître de l'horreur, sinon LE maître de l'horreur. Un constat qui devrait malheureusement donner de l'urticaire à ses détracteurs, c'est-à-dire tous ceux qui, voyant en lui un romancier d'autant plus mineur qu'il est populaire, lui dénie la qualité de grand écrivain, pour continuer d'encenser la ribambelle de cuistres qui nous les brisent menu avec leurs déjections intimistes.

Cela posé, si Stephen King reste un virtuose de l'horreur, on aurait tort de croire qu'il se contente désormais de faire fructifier un certain talent pour terrifier son lecteur, que personne de sérieux n'ose lui contester. En effet, s'il épouvante encore son lecteur, il le fait désormais sans recourir à



Stephen King. Son dernier roman est une plongée dans la société américaine.

la panoplie de bestioles et manifestations paranormales qui ont effectivement fait sa réputation et son succès à un moment donné : vampires, clowns maléfiques, fantômes, cimetières maudits et autres trucs malveillants. Il le fait, comme dans *Mr. Mercedes*, en rendant visible la puissance de dévastation de monstres infiniment plus terrifiants que tous ceux auxquels il a donné vie auparavant : nous autres, humains.

Depuis *Carrie* (Gallimard, 1976), son tout premier roman, cette évolution est on ne peut plus notable. Il en est toutefois une autre qui mérite davantage d'être soulignée. Mais encore faut-il, pour la percevoir, aller jeter un œil du côté de *Joyland* (Albin Michel, 2022) et, surtout, de son récent *Billy Summers* (Albin Michel, 2022, 551 pages.).

Comme l'a noté Jacques Teissier (*Mediapart*, 1^{er} mai 2014) : « *Stephen King est tout à fait apte à susciter la terreur chez le lecteur s'il le décide, mais ce n'est plus son problème. Il se sait maintenant capable de jouer sur toute la palette des émotions humaines, ce qui est autrement plus intéressant pour un écrivain que de se centrer sur seulement deux d'entre elles : l'angoisse et la terreur.* » Et, en la matière, *Joyland* est une illustration criante de cette volonté de faire naître d'autres sentiments que la seule peur. Il s'agit d'une émouvante virée dans le monde forain aux États-Unis, et de bien plus qu'un roman d'épouvante : c'est un très bon roman. Si Stephen King n'a pu s'empêcher de mêler un peu d'au-delà à l'histoire du jeune homme dont il raconte la jeunesse avec une certaine poé-

sie, il ne cherche plus à faire peur mais, plus sûrement, à susciter en nous, en taquinant des émotions ensevelies, un état émotionnel proche de la (bonne) nostalgie.

Avec *Billy Summers*, l'histoire d'un « gentil » tueur à gages – et apprenti écrivain –, Stephen King renonce à son habituel fatras fantastique et, ce faisant, accouche d'une œuvre se rapprochant du « *grand roman américain* », terme utilisé en littérature pour désigner des romans décrivant la culture des États-Unis à un moment spécifique de leur histoire et faisant appel à une connaissance approfondie des conditions de vie, de la culture et des opinions des citoyens américains à une époque donnée. Un roman qui convaincra ceux qui en douteraient encore qu'il n'est plus seulement le « maître de l'épouvante » mais un Maître tout court. ■

ANDRÉ PIERRE.

► Stephen King, *Billy Summers*, Albin Michel, 2022.

Le Carnet

■ **Roman philosophique.** – Aurélien Bellanger nous avait enchantés avec ses deux romans, *L'Aménagement du territoire* puis *Le Grand Paris*, tableaux vivants d'une France qui perd son âme sous la spéculation immobilière. Son dernier ouvrage, *Le Vingtième siècle*, est plus ambitieux qui restitue la figure du philosophe Walter Benjamin, suit trois personnages dans une aventure des plus romanesque et poursuit une réflexion critique sur la modernité. Bellanger brouille les pistes mais son talent créateur emporte l'adhésion.

► Aurélien Bellanger, *Le Vingtième siècle*, Gallimard, 2023.

■ **Hénaurme !** – Voici un livre qu'aucun pisse-froid macroniste ou qu'aucun tartuffe d'EELV ne lira jamais. Les personnages de Rabelais mangent comme quatre, boivent comme dix, jurent comme des diables mais pensent plus profond qu'un régiment de sorbonicoles. A déguster sans modération lors de longues vacances, *sub tegmine fagi*, après avoir remisé ordinateur et téléphone mobile.

► Tout Rabelais, Bouquins, 2023.

PAUL GILBERT.

Bande dessinée

■ Beat Generation.

– « *On n'est pas là pour faire de la poésie* ». C'est ce que martèle nuit et jour le « *Moloch* » (Allen Ginsberg, *Howl and Other Poems*, 1956), l'ennemi de toute vie intérieure et plus généralement de tout être humain se fichant comme d'une guigne d'être « rentable » ou « utile », de « faire carrière »,



de devenir riche, d'acheter un château ou de posséder son jet privé... Dans une très récente bande dessinée d'Étienne Appert, introduite par Alejandro Jodorowsky (La Boîte à Bulles, 2023), il s'agit au contraire de faire de la poésie. En compagnie de tous les poètes et « *clochards célestes* » de la *Beat Generation* (Allen Ginsberg, William Burroughs, Gary Snyder, Jack Kerouac, Diane di Prima, Anne Waldman) et de leurs épigones contemporains (Joe Strummer, Patti Smith).

Lors de sa réception à l'Académie française, Jean Cocteau a dit : « *Je sais que la poésie est indispensable, mais je ne sais pas à quoi* ». Avec *Au*

crépuscule de la Beat Generation, on le sait un peu mieux : elle sert à rester libre, à ne pas perdre sa vie à la gagner. Tant du point de vue graphique et formel que de celui de sa philosophie intrinsèque, celle-ci est un chef-d'œuvre à mettre entre les mains de tous ceux qui ne veulent pas céder aux injonctions productivistes, au rappel à l'ordre et à la norme, à la connerie humaine sous toutes ses formes, mais brûlent plutôt d'embrasser, comme le Rimbaud d'*Illuminations* (1873-1875), « *l'aube d'été* ».

A. P.

► Étienne Appert, *Au Crépuscule de la Beat Generation*, La Boîte à Bulles, 2023.

Raymond Sarton du Jonchay (I) de l'Action française à la Résistance

Pendant cette triste période des années quarante, des patriotes, héros de la Grande Guerre, se sont fourvoyés du côté obscur de la force. Au fond, chose assez banale lorsque l'on cesse d'être soi-même et que l'on pense avec des béquilles idéologiques... De nombreuses familles traditionnelles ne furent pas épargnées par ce drame.

Les Sarton du Jonchay ont toujours servi la France. Au début du XX^e siècle, le général Charles Sarton du Jonchay (1863-1940) – marié à Philomène de Sonis (fille du général de Sonis) –, est le père d'un véritable héros, Christian (1899-1987), qui, à 14 ans, prend pour nom « Abd el Ali ben Zanchi », et devient un brave petit zouave de la Grande Guerre⁽¹⁾. En 1940, après l'Armistice, il pé-

tainise. En 1942, Vichy l'envoie en Tunisie soutenir l'amiral Jean-Pierre Esteva et l'Afrikakorps d'Erwin Rommel... Le jeune héros de 1914 sombre peu à peu. Passé au service des nazis, condamné à mort par son propre pays le 11 octobre 1948, il finit sa vie en fuite à travers le monde.

Dans une autre branche de cette noble famille, le deuxième fils du colonel François Sarton du Jonchay (1872-1959) et de madame, née Thérèse de La Fargue (1871-1952), Raymond, est né le 11 novembre 1900 à Verdun. Fidèle aux traditions, il choisit l'armée et dans celle-ci la cavalerie. Pour justifier la débâcle de 1940, la propagande politique a fait croire que l'armée française était sous-équipée. Pourtant, il y avait autant de véhicules blindés dans les deux camps. Les chars modernes allemands se révéleront souvent inférieurs à leurs homologues français. Alors, peut-être faut-il accuser que les choix faits par les politiques – et certains militaires comme le ministre des Armées de 1934, Philippe Pétain – les ont rendus bien responsables de cette débâcle. Le refus d'écouter certains généraux a fait que notre pays est entré en guerre en 1940 avec des conceptions militaires faites pour gagner celle de 1914.

Raymond du Jonchay sert dans la cavalerie et épouse les théories des généraux Jean Flavigny, Charles Delestraint et Maxime Weygand. Il écrit en 1936 une brillante analyse pour la revue *Cavalerie* (« *Réflexions sur l'emploi de la cavalerie blindée* »), où il défend, comme Charles de Gaulle, l'emploi des chars, non plus en force d'appoint mais en force d'attaque.

Si le colonel fait partie de ceux qui souhaitent une armée moderne, il n'en reste pas moins fidèle aux usages de sa fratrie. C'est

un habitué de la messe du 21 janvier organisée par l'Éillet blanc. En 1895, André de Fouquières a fondé ce cercle royaliste



Le colonel Raymond Sarton du Jonchay. En 1969.

qui se veut, lors de sa création, « *comité central de propagande royale* » et dont le président est, de 1928 à 1938, le marquis de Miramon. C'est un cousin de Madame la colonelle du Jonchay, née Madeleine de Cassagne de Beaufort de Miramon-Fargues (1905-1997). Même pendant la guerre, la famille trouvera le temps d'être présente à Saint-Germain-l'Auxerrois.

« Combien me paraît inopportune l'attitude intransigeante que vous adoptez à l'égard de la Résistance. Croyez-vous ne pas desservir, ce faisant, l'idée monarchique pour laquelle vous combattez si vaillamment depuis quarante ans ?... »

Raymond du Jonchay, Lettre à Charles Maurras datée du 18 octobre 1943.

En 1934, le colonel du Jonchay rejoint la rédaction de *L'Action française* et, comme Hubert de Lagarde (voir *Royaliste* n° 1254), il chronique dans les pages militaires sous le nom de Cassagne, commentant régulièrement les erreurs politico-militaires, dénonçant l'idéologie conservatrice dominante dans l'Armée.

Même s'ils n'ont pas tous sombré, les monarchistes ralliés au pétainisme furent légion. Même si Charles Maurras et son Action française n'ont jamais prôné la collaboration, leur aveuglement vichyste a conduit plus d'un fidèle vers la félonie.

En 1940, après l'armistice, le colonel Raymond du Jonchay suit les consignes de Maurras et devient un fidèle zélé de la Révolution nationale. Casernant au Maroc, il a une algarade avec Pierre Mendès France qui sort du *Massilia* (2). L'armée

l'envoie en Algérie nettoyer les administrations, des communistes. En bon disciple du « maître », il est efficace... trop efficace !

« *L'hécatombe de fonctionnaires, de maires, provoque en Oranie une émotion considérable. Beaucoup approuvent, d'autres déplorent...* » Il est rappelé en métropole.

Fin février 1941, les autorités le font caserner comme chef d'escadron au 6^e régiment de cuirassiers à Limoges, où il s'ennuie ferme. On lui propose un stage à Uriage, l'école des cadres dirigée par Dunoyer de Segonzac. Pour lui, c'est une révélation. « *En cette période d'abattement, l'influence d'Uriage sera profonde* », dira-t-il. Nommé chef d'état-major des Chantiers de la jeunesse (CJF) pour l'Auvergne, il participe à l'édu-

cation des jeunes conscrits : « *En obtenant l'obéissance par libre consentement, on les pousse aussi librement et, pourrait-on dire, inconsciemment, à aller combattre pour la libération de leur pays dans les maquis.* »

Après la violation des traités d'armistice, le colonel entre en clandestinité. « *Je ne partage pas l'ostracisme de certains de mes camarades de l'armée à l'encontre de la guerre clandestine que l'on appellera plus tard subversive. Il faut aller au plus pressé, c'est-à-dire libérer le pays. Comment agir, en pays occupé, autrement que dans la clandestinité ?* »

En août 1943, il rencontre un de ses amis, de Roumefort, du réseau Alliance, qui recherche un officier supérieur pour diriger l'Armée secrète en Limousin. Mais dans cette région, le communiste Georges Guingouin est clandestin depuis que son Parti a soutenu le pacte germano-soviétique et a été interdit par Daladier et la « Chambre du Front populaire » en septembre 1939. En juillet 1941, aux ordres de Moscou, dans cette région du Limousin Guingouin prétend maintenant diriger la Résistance... ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.
(À suivre : Raymond Sarton du Jonchay à l'état-major des FFL.)

► Colonel Raymond du Jonchay, *La Résistance et les communistes*, préface du général Kœnig, éditions France-Empire, 1968.

(1). Un héros de légende qui a mal tourné, Christian Sarton du Jonchay (1899-1987), sur le blog d'histoire militaire, de Pierre-Yves Hénin.

(2). Le colonel du Jonchay donne deux versions de l'incident, la première dans son livre *La Résistance et les communistes*, et la seconde dans le film de Marcel Ophüls et André Harris *Le Chagrin et la Pitié*. Chronique d'une ville française sous l'Occupation, sorti dans les salles de cinéma en 1971.



Brèves royales

Zoom sur le royaume Khmer



Norodom Monineath, reine-mère du Cambodge.

■ **18 juin. Phnom Penh.** – Célébrations du 87^e anniversaire de la reine-mère Monineath. Née Paule-Monique Izzi, de père français et de mère cambodgienne, elle avait épousé en 1952, comme septième épouse, le roi Norodom Sihanouk (décédé en 2012). Leur premier fils a été choisi comme roi en octobre 2004 après l'abdication de son père. Sihamoni, qui a fêté ses 70 ans le 14 mai dernier, est célibataire et sans enfants. Le rôle protocolaire de reine est tenu par la reine-mère qui jouit d'une extrême popularité dans la population.

Aux termes de la Constitution, le roi est choisi par le Conseil du Trône parmi les descendants du roi Ang Duong (1841-1860) qui se répartissent en deux branches : Norodom et Sisowath. Les premiers ont régné de 1859 à 1904 (protectorat français) et depuis 1941, les seconds de 1904 à 1941 (l'administration française ayant préféré à cette date le jeune Norodom Sihanouk). Les deux branches sont mêlées puisque Sihanouk est Sisowath par sa mère ; il a pris deux épouses dans la maison Sisowath, une de ses filles a également épousé un Sisowath.

Le choix de la succession du monarque s'annonce délicat. Le Conseil du Trône est composé de neuf membres : Premier ministre, président et deux vice-présidents de l'Assemblée

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CAMBODGE.

nationale, président et deux vice-présidents du Sénat, et les patriarches des deux fraternités bouddhistes (les mêmes qu'en Thaïlande). En réalité, le Premier ministre (depuis 1997), Hun Sen, en contrôle tous les membres puisque l'opposition – longtemps organisée autour de l'ex-parti royaliste Funcinpec – n'est pas représentée au Parlement. Les élections législatives du 23 juillet n'y changeront rien, puisque les partis d'opposition sont interdits. Hun Sen, 70 ans, a déjà mis en orbite son propre fils, Hun Manet, 44 ans, pour lui succéder. La continuité de la monarchie elle-même ne tient qu'au bon vouloir du maître du pays. La reine-mère est sans doute sa seule limite.

Parmi les 13 enfants de Sihanouk, outre le roi Sihamoni, deux seuls sont vivants à ce jour, le prince Norodom Chakrapong, de sa seconde épouse (Sisowath), né en 1945, et la princesse Arunrasmy, de la sixième épouse, née en 1955, qui avait épousé un Sisowath en premières noces. À la seconde génération, les deux branches sont prolifiques et répandues à travers le monde. Le roi actuel a créé en 2008 un Conseil privé composé de 26 membres de la famille royale, qui ne semble plus s'être réuni depuis les funérailles de Sihanouk en 2012.

MARIE-JO YORK.

Mercredis de la NAR

■ **Nos conférences** débutent à 20 heures précises à notre siège, 36-38 rue Sibuet, Paris 12^e (métro Picpus ou Bel-Air). Participation aux frais : 2 euros. Un en-cas est servi sur place à 22 h (8 euros). Pour suivre directement ces réunions en vidéoconférence, adresser un mail à : lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr.

Mercredi 7 juin

Lauréline Fontaine

La Constitution maltraitée, anatomie du Conseil constitutionnel.

Mercredi 14 juin

Françoise Germain-Robin

La grande manipulation de Paul Kagamé.

Mercredi 21 juin

Alain Juillet

Le crépuscule de l'Occident : fantasmes et réalités.

Mercredi 28 juin

David Langlois-Mallet

L'avenir de Paris.

Toutes les conférences des Mercredis sont, mises en ligne sur notre chaîne Youtube : <https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

La Nouvelle Action royaliste

■ **Un triple appel.** – Amis, la NAR n'est pas le mouvement de masse que nous aurions peut-être souhaité lorsque nous l'avons fondé. Cependant, au fil des années, elle a construit une belle histoire par sa manière sérieuse de mener le débat des idées et de dialoguer politiquement avec des hommes et femmes de tous horizons. C'est grâce à cela que la crédibilité de notre mouvement est hors de proportion avec nos moyens financiers et militants. C'est un capital à entretenir par un plus grand engagement pour ceux qui le peuvent...

- Aujourd'hui nous assistons à la renaissance de notre revue *Cité*. Je vous demande de soutenir sa jeune équipe en vous abonnant sans plus tarder.

- Quant aux conférences parisiennes du mercredi, vous êtes de plus en plus nombreux à les suivre sur Youtube. Mais quand on a la chance d'avoir des personnalités de la stature d'un **Alain Juillet**, par exemple, le **21 juin, prochain**, il serait bon que certains de nos amis d'Île-de-France fassent le déplacement en chair et en os. Je compte sur vous.

- Et merci pour votre participation si touchante à notre **souscription annuelle** qui commence...

YVAN AUMONT.



Le n° 3 est disponible.

DOSSIER : Faut-il en finir avec les élites ?

■ *Tous en baskets : les élites ont-elles renoncé à la distinction ?* par Pierre Bonnay.

■ *Une élite unique est en train d'advenir en France*, entretien avec Éric Anceau.

■ *Tout se tient dans les malheurs d'un peuple. La crise systémique de la formation des élites*, par Arnaud Teyssier.

■ *Intellos : une élite en perdition ?* par Philippe Arondel.

■ *De la production d'idées au suivisme d'élites : les partis politiques ont-ils renié leur mission initiale ?* par Aloïs Lang-Rousseau.

■ *Il est impérieux d'en revenir aux fondamentaux de la morale publique et républicaine*, entretien avec Olivier Bianchi.

MAGAZINE : Recensions. – Expositions. – Cinéma. – Littérature. – Chroniques.

Pour s'abonner à *Cité* ou acheter ce numéro directement en ligne : <https://revuecite.fr/abonnement/>

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Dialectiques européennes

Pendant la guerre froide, nous n'avons jamais cessé d'invoquer le projet gaullien d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural – sans pour autant perdre de vue les enjeux géostratégiques immédiats et, plus particulièrement, la nécessité impérieuse de la dissuasion nucléaire face à l'Union soviétique.

La réunion de la grande Europe fut dénoncée comme une utopie jusqu'au moment où la désintégration du bloc de l'Est permit de lancer le projet de Confédération européenne, que nous avions proposé d'approfondir en esquisant une théorie des ensembles européens. La marche forcée vers une « intégration » néolibérale, les guerres yougoslaves, l'extension de l'Otan puis le déclenchement de la crise ukrainienne de 2014 ont concrètement ruiné le projet de grande Europe qui n'intéressait en rien les élites occidentales. Le gouvernement russe a transformé le conflit latent en guerre ouverte et certains nous annoncent plusieurs décennies de confrontation.

Une commune civilisation. – Il est possible que nous restions enfermés dans la logique guerrière mais l'Europe ne s'est jamais résignée à ses déchirures, même quand elles semblaient irréparables. Les traités de Westphalie, le congrès de Vienne et la réconciliation franco-allemande ont montré, après des déferlements d'horreurs et de haine, qu'il pouvait y avoir un retour durable à la paix dans l'équilibre des puissances. Nous y voyons la transcendance de l'idée européenne, qui procède d'une commune civilisation, sans cesse enrichie par la diversité des cultures nationales. On pourrait une nouvelle fois nous faire un procès en utopie si une nouvelle configuration européenne n'avait pas vu le jour.

L'idée de Communauté politique européenne (CPE) a été lancée par Enrico Letta et reprise par Emmanuel Macron le 9 mai 2022 afin de donner à l'ensemble des États européens un cadre souple favorisant le dialogue politique et la coopération dans de nombreux domaines. Deux sommets, le premier à Prague le 6 octobre 2022, le deuxième cette année à Chişinău le 1^{er} juin ont réuni 44 chefs d'État et de gouvernement. La Fédération de Russie et la Biélorussie n'ont pas été invitées en raison de leur agression contre l'Ukraine, mais les 27 pays membres de l'Union européenne se sont retrouvés aux côtés de pays qui veulent y entrer (l'Albanie, la Géorgie...), du Royaume-Uni qui s'en est exclu et de bien d'autres États tels la Norvège et la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Suisse et le Liechtenstein, l'Ukraine et la Moldavie.

On a dit que cette nouvelle organisation internationale doublait inutilement le Conseil de l'Europe, ou qu'elle risquait de devenir une zone d'attente indéfinie pour l'entrée dans l'Union européenne. Il faut au contraire donner à la CPE toutes les chances de vivre et de se développer selon les dialectiques européennes qui engendrent rarement ce qui est tracé par les discours solennels.

Une conception politique. – La Communauté politique européenne a pour premier intérêt la réunion, à égalité, de chefs d'État et de gouvernement sur des enjeux politiques, loin des présupposés idéologiques d'une « intégration » par l'économie. Cette conception politique de l'Europe repose sur une définition simple : est européen tout État qui participe à l'équilibre de notre continent. Ce qui, aujourd'hui, inclut la Turquie et exclut les puissances déstabilisatrices. La Russie et la Biélorussie ne peuvent être conviées tant qu'elles mènent leur guerre d'agression en Ukraine, mais il est évidemment souhaitable que la CPE puisse jouer un rôle majeur dans le retour à la paix et dans la résolution des autres conflits qui obscurcissent le ciel européen.

L'ajout d'un forum de chefs d'État et de gouvernement aux très nombreuses structures européennes peut paraître inutile, mais la CPE a l'avantage d'ouvrir le champ des possibilités, même si toutes ne sont pas dans les intentions formulées aujourd'hui. Il n'est pas impensable, par exemple, que ce modeste forum puisse fournir une issue rapide et positive aux impasses de l'Union européenne en traçant un chemin confédéral.

Il faut laisser travailler les diplomates, selon la démarche souple qui permettra de réunir utilement les prochains sommets de la Communauté politique européenne prévus à Grenade en octobre prochain, puis à Londres et à Budapest. Les villes choisies évoquent divers aspects de la civilisation européenne, qui pourraient susciter une mobilisation à la fois civique et savante.

Nous avons toujours voulu favoriser le dialogue entre les cultures nationales dans le souci de développer la civilisation d'une Europe qui est pour nous sans rivages, selon le jeu des influences qu'elle exerce dans le monde et qui s'exercent sur elle. Contre toute clôture identitaire, le dialogue culturel au sein de l'Europe n'est pas concevable sans le dialogue des civilisations.

Le projet de Communauté politique européenne devrait donc intéresser au plus haut point les chercheurs de toutes disciplines, qui ont toujours maintenu ce dialogue. Ils devraient être associés au travail de la CPE et recevoir les moyens qui leur permettraient d'y intéresser les citoyens, en tout point de notre continent. ■

Sommaire

Page 2 – Maîtriser la violence politique ? – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Décivilisation ou pas ? – La politique au crible.

Page 4 – Décivilisation dans l'escalier des mousquetaires. – Chronique agricole.

Page 5 – Gagner le combat de la justice restaurative.

Page 6 – Thaïlande : un vote de lèse-majesté ? – Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Page 7 – La Turquie en question.

Pages 8-9 – Les chrétiens au défi de l'Histoire.

Page 10 – Mastodon : l'essor d'un réseau social alternatif. – Dans les revues.

Page 11 – Sylviane Agacinski à l'Académie.

Page 12 – Les dynamiques de la population mondiale.

Page 13 – Stephen King, le Maître tout court. – *Beat Generation*. – Le Carnet.

Page 14 – Raymond Sarton du Jonchay (I).

Page 15 – Brèves royales. – Mercredis de la NAR.

Page 16 – Dialectiques européennes.